



PUBLICATION

MWIOPO

IT'S YOUR
DECISION!

© WWF MWIOPO

Changement climatique et COP 17 : Enjeux et Implications pour Madagascar

1. Le Changement Climatique

La plupart des scientifiques reconnaissent actuellement que le réchauffement planétaire est réel et qu'il est dû à l'accumulation de gaz à effet de serre provenant de la combustion de pétrole, d'essence et de charbon, la déforestation ainsi que l'application intensive de certaines méthodes agricoles.

A Madagascar, les services météorologiques ont montré en 2008 que le réchauffement a commencé dans la moitié Sud du pays dès 1950 et s'est étendu au Nord à partir de 1970 tandis que les précipitations ont connu une grande variabilité. Depuis 1994, le nombre de cyclones intenses a augmenté. Les projections climatiques pour les 50 prochaines années montrent que Madagascar connaîtra une augmentation généralisée de la température entre 1.1°C et 2.6°C en moyenne et une augmentation généralisée de précipitations sera observée sur toute l'île sauf pour l'extrême Sud Est. La fréquence des cyclones intenses augmenterait et les cyclones passeront de plus en plus vers le Nord de l'île.

2. Réponses

Pour limiter le réchauffement planétaire, les Nations Unies ont adopté un traité international en 1992, la CCNUCC¹, qui regroupe actuellement 195 pays. Plusieurs principaux pays émetteurs ont adopté le Protocole de Kyoto en 1997 (engagement 1998-2012), le seul traité contraignant dont la principale provision est de limiter les émissions des pays industrialisés à 5% (base 1990).

Madagascar a successivement élaboré et adopté son Plan d'Action National pour l'Adaptation (PANA) en 2006, un document listant les Actions Nationales Appropriées en Atténuation (ANAA), la Politique Nationale de lutte contre le Changement Climatique en 2010 et la Stratégie Nationale du Mécanisme de Développement Propre a également été établie. La Direction du Changement Climatique, sous la houlette de la DGE du MEF a été mise en place ainsi que l'Autorité Nationale Désignée, point de contact pour les questions relatives au MDP du Protocole de Kyoto. Plusieurs secteurs s'activent actuellement à tenir compte du changement climatique dans leurs politiques et on s'attend à voir dans le proche avenir beaucoup d'initiatives sectorielles dans ce sens.

3. Enjeux de la CoP 17

La CoP 17 de Durban (29 nov - 10 déc) est la première conférence de la CCNUCC à se dérouler sur terre africaine et où on a l'opportunité d'attirer l'attention du monde sur les impacts vécus du changement climatique en Afrique et orienter les négociations vers un accord en faveur des plus vulnérables.

La CCNUCC a vu une avancée majeure en 2009 (CoP 15) avec l'adoption d'une vision commune visant à réduire les émissions pour maintenir l'augmentation de la température globale à moins de 2°C, l'engagement de financement «fast-start» de 30 milliards USD à débloquer jusqu'à fin 2012, et 100 milliards de USD à partir de 2020. L'année suivante (CoP 16), le cadre d'adaptation et la mise en place du fond vert pour le climat ont été acquis ainsi que la considération de la gestion des stocks de carbone dans le REDD (gestion des forêts et reboisement). Toutefois, beaucoup de zones d'ombre sur la mise en œuvre effective sont à éclaircir et à négocier.

Si la plupart des pays en développement poussent pour l'adoption d'un deuxième engagement sur le Protocole de Kyoto (après 2012), d'autres, comme les USA, le Japon ou le Canada préfèrent n'avoir dorénavant qu'une seule convention au lieu de deux traités séparés. Des grands émetteurs comme la Chine et l'Inde, étant des pays en développement, ne sont pas soumis à des objectifs contraignants de réduction d'émission dans le cas d'un nouvel engagement.

Bien que la position de Madagascar soit alignée à celles des groupes de négociation PMA, Groupe Afrique et G77+ Chine, le pays a le droit de plaider son contexte, ses spécificités et ses besoins. La délégation Malagasy sera composée des représentants du gouvernement, des ONG (incluant WWF) et de la Société civile. La position de WWF international et ses unités à travers le monde au COP 17 de Durban sont les suivantes:

- Concrétisation de la mise en œuvre effective des Accords de Cancun concernant les pays les plus vulnérables ;
- Opérationnalisation du Fonds Vert pour le Climat avec l'engagement des pays développés dès 2013 ;
- Etablissement des bases pour un futur accord de Kyoto plus contraignant pour tous les pays développés ;
- Adoption de guide et de mécanisme pour le Suivi, Rapportage et vérification (MRV)
- Renforcement des accords sur le REDD en particulier sur la diversification des sources de financement ;
- Synergie des initiatives nationales et régionales sur la gestion des risques et catastrophes, la lutte contre la désertification et l'adaptation au changement climatique ;
- Mise en place d'un cadre national fédérateur, à l'instar du développement à faible carbone, pour assurer la cohérence entre l'adaptation, l'atténuation et le REDD+ ;

Etat de mise en œuvre de la lutte contre le changement climatique à Madagascar

Atténuation : Les principales activités mises en œuvre en matière de réduction des émissions et capture de gaz à effet de serre consistent à la Réduction des Emissions de CO₂ provenant de la Déforestation et la dégradation des forêts (REDD+), la promotion des énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, et la valorisation des déchets ménagers en vue d'améliorer les conditions de vie des communautés.

Adaptation : Les activités sur l'adaptation sont focalisées essentiellement sur l'environnement et l'agriculture. Des recherches sur la vulnérabilité des écosystèmes, des espèces voire la vulnérabilité d'une région particulière (Ex : Diana) ont été menées. Plusieurs projets sur l'agriculture de conservation et le SRI, qui permettent d'améliorer le rendement des cultures tout en réduisant les besoins en eau et intrants ont été menés avec succès.

Finance : Madagascar a un projet enregistré officiellement au niveau du Mécanisme de Développement Propre (micro central hydroélectrique de Sahanivotry). Toutefois d'autres projets visant à vendre les crédits de carbone sur les marchés volontaires sont en cours et on anticipe une extension des initiatives en cours (valorisation des déchets, REDD, énergie renouvelable...)

¹ Condition Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique